

Lettre ouverte d'un anglais a Hermann Fernau

Autor(en): **Fisher, H.A.L.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **16 (1915-1916)**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-917315>

Nutzungsbedingungen

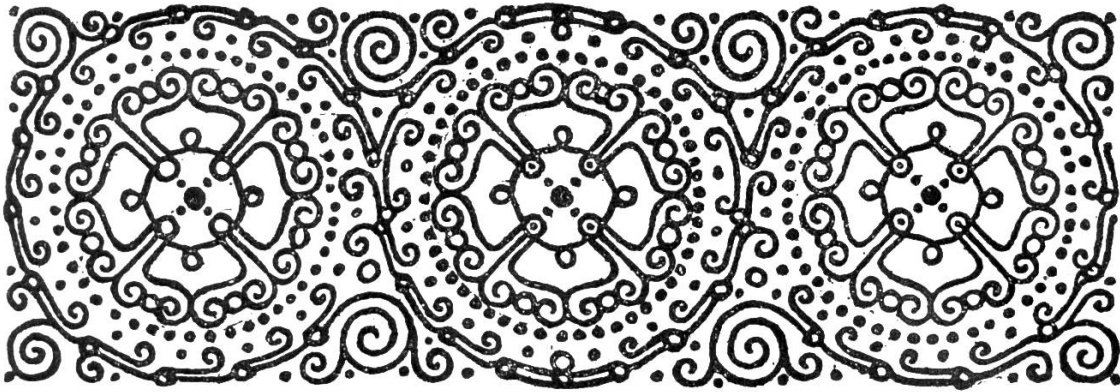
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



LETTRE OUVERTE D'UN ANGLAIS¹⁾ A HERMANN FERNAU

Monsieur,

Vous avez écrit aux Gouvernements des puissances occidentales une lettre ouverte qui montre que vous êtes un homme à l'esprit droit et au jugement net.

Vous vous êtes rendu compte que la responsabilité de cette guerre, c'est à l'Allemagne qu'elle incombe. Vous condamnez les principes dont s'est inspirée la politique étrangère allemande depuis la guerre franco-allemande; vous les regardez comme constituant un péril permanent pour la paix du monde, comme un anachronisme, qui doit disparaître tout comme ont disparu le régime féodal et le pouvoir temporel du pape. Vous réprouvez l'annexion de l'Alsace-Lorraine, l'attitude négative de l'Allemagne aux Conférences de La Haye, la diplomatie qui toléra les coups de Tanger et d'Agadir et exploita le crime de Serajewo.

Allemand de naissance, vous avez eu le courage de dire que le militarisme prussien est un élément dont il faut débarrasser la politique internationale. Enfin vous croyez que la paix ne pourra être définitivement établie dans le monde qu'à la condition de porter en elle des garanties suffisantes, des garanties positives contre toutes ces néfastes institutions.

¹⁾ Professeur H. A. L. Fisher, Vice-Chancelier de l'Université de Sheffield auteur de plusieurs ouvrages d'histoire importants, dont le plus connu est peut-être *Napoleonic Statesmanship in Germany*.

En même temps vous souhaitez que l'on mette fin aux horreurs et aux indicibles misères dont cette guerre abominable est la source, dès que pourront être obtenues les conditions qui assureront une paix véritable. Et par paix véritable vous entendez une paix qui soit fondée non sur la haine, mais sur l'amour et sur la raison. Vous estimez qu'une paix vengeresse ne serait pas une paix digne de ce nom; vous estimez qu'une paix qui mettrait en péril les intérêts fondamentaux du peuple allemand ne ferait que préparer de nouveaux conflits et de nouvelles guerres, et vous vous élevez en particulier contre cette opinion, qui est celle de beaucoup de gens du côté de l'Entente, à savoir que l'Empire allemand devrait être morcelé, que son commerce devrait être détruit et son industrie réduite à néant, par un boycottage général.

Un des obstacles à cette paix que vous désirez, à cette paix vraie, est, dites-vous, la déclaration par laquelle les Alliés ont fait savoir qu'ils demandent l'écrasement du militarisme allemand. Vous faites observer, avec beaucoup de raison, que cette condition est conçue en termes très vagues, qui laissent subsister des doutes quant aux intentions véritables et qui permettent de créer en Allemagne toute sorte de confusions. — Vous vous demandez si „écraser le militarisme allemand“, cela signifie qu'on veut détruire ce qui est le propre de la civilisation allemande — la Kultur —, le commerce allemand, l'unité allemande? — Si oui, tout Allemand luttera, dites-vous, jusqu'à la dernière goutte de son sang plutôt que d'accepter pareille solution. Mais, si c'est non, si les Alliés entendent seulement substituer, par une opération catégorique et d'un effet permanent, la démocratie à l'autocratie et au régime du sabre — vous reconnaissez que c'est autre chose, et que pour cette œuvre là ils auraient déjà maintenant avec eux et pour eux l'opinion d'un nombre considérable d'Allemands. — Or, le Chef du Cabinet anglais a défini d'une façon précise ce que signifient les mots „destruction du militarisme allemand“, et il a dissipé à cet égard tous les doutes. Il ne songe nullement par là à un partage de l'Allemagne en une série de petits Etats souverains et indépendants les uns des autres. Il ne songe pas davantage à la séparation d'avec l'Allemagne d'aucun territoire habité en majorité par des Germains désireux de demeurer unis à l'Empire. La paix qu'envisage le premier ministre anglais est une paix qui laissera

le peuple allemand en pleine possession de son indépendance, de son unité et de ses institutions. Il n'y a en Angleterre, pas plus, je suppose, qu'en France, aucun homme raisonnable qui se propose de préconiser un régime permettant aux puissances de l'Entente d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire allemand. Mais il est un but que nous voulons atteindre à tout prix : empêcher que ne surnagent et ne survivent les idées, les principes et la politique dont la présente guerre est le fruit.

Quand donc nous parlons de la destruction du militarisme allemand — du militarisme prussien — nous entendons que nous ne tolérerons plus à l'avenir en Europe un Gouvernement qui considère la guerre comme un moyen de faire prévaloir sa politique, qui foule aux pieds les droits des petites nations, qui viole les traités les plus sacrés, qui commande ou seulement qui tolère les contraventions flagrantes aux lois de la guerre. Vous nous demanderez peut-être comment nous nous proposons d'accomplir pareille transformation de la nation allemande, attendu qu'elle ne peut s'effectuer que moyennant une modification profonde des sentiments de chacun des individus qui la composent. Nous répondons que nous voulons précisément fournir au peuple allemand la preuve que la guerre offensive a cessé d'être une bonne affaire. Nous voulons lui démontrer qu'elle amène au contraire la misère, la dévastation, la ruine, et que le plus grand malheur qui puisse arriver à un peuple, c'est de confier son sort à une caste d'autocrates militaristes. A nos yeux ce serait néfaste pour l'avenir de l'Europe et pour la sécurité du monde si l'Allemagne réussissait à obtenir que cette guerre lui valût, ne fût-ce qu'un seul mètre carré de nouveau territoire. Et afin de dissiper jusqu'à l'ombre d'un malentendu, je tiens à dire qu'une paix qui ne rétablirait pas la Belgique et la Serbie dans l'intégrité de leurs droits et qui ne rendrait pas à la France la totalité des territoires envahis, serait une paix que repousseraient comme inacceptable les plus pacifistes d'entre les pacifistes de chez nous.

Vous proposez que les gouvernements de la Grande Bretagne et de la France invitent le chancelier allemand à soumettre la constitution de l'Empire à un référendum du peuple allemand. Je suis pleinement d'accord avec vous, quand vous dites qu'une réforme de la loi fondamentale allemande sur les bases suggérées par vous —

même si cette réforme ne devait être déterminée que dans ses grandes lignes tant que durent les hostilités — créerait une atmosphère favorable à la discussion des propositions de paix. Mais j'espère fermement qu'un des résultats de la guerre, ce sera une réforme démocratique de la loi constitutionnelle non seulement de l'Empire, mais aussi de la Prusse. Je ne crois pas que la démarche dont vous parlez puisse nous rapprocher de ces buts. S'il est permis de conclure du passé au présent, je dirai même qu'une proposition émanée d'une pareille source serait plutôt de nature à compromettre les résultats qu'ont en vue ceux qui souhaitent la démocratisation de l'Allemagne.

Permettez-moi de vous dire encore que le renversement de l'autocratie des Hohenzollern — qui ne peut être le résultat que d'une modification à la fois de la constitution prussienne et de la constitution de l'Empire — serait, à la condition qu'il soit effectué par la volonté du peuple allemand, la meilleure garantie pour la paix de l'Europe de demain. J'ai relu récemment tous les discours prononcés par Guillaume II depuis le jour de son avènement. Ils se distinguent, ainsi que vous le savez, par une surprenante exubérance, par la variété des sujets touchés, par le sens profond des devoirs qui incombent au chef de l'État et, parfois aussi, par des traits de noble et mâle éloquence. Mais j'ai été frappé d'autre part par une préoccupation que je ne m'attendais pas à trouver si fréquemment dans la bouche d'un monarque qui fut célébré jadis dans le monde comme le prince de la paix. Il ne s'est pour ainsi dire jamais passé de semaine où votre empereur n'eût adressé quelque allocution enflammée à l'un ou à l'autre de ses régiments. Votre empereur est pacifique dans ses messages annuels, au Landtag prussien, mais ce n'est pas de ce côté là, ce n'est pas vers les dociles brebis des diètes allemandes que le portait son tempérament. C'est l'armée qui toujours eut ses préférences, c'est l'armée dont il chercha sans cesse à exalter l'esprit et à stimuler l'ardeur. Une réforme constitutionnelle qui réduirait le rôle de l'empereur et de son état-major dans la conduite des affaires extérieures serait certes bien accueillie par nous, et, si vous voulez bien permettre à un étranger de se prononcer sur cette éventualité, je dirais qu'elle contribuerait, selon nous, au bonheur du peuple allemand, à la condition toutefois que vos amis ne soient pas tous de l'avis du

Comte Reventlow, pour qui c'est un réconfort de penser que la jeunesse de l'Europe continuera jusqu'à la fin des siècles à gravir périodiquement le Calvaire dont elle arrose aujourd'hui de sang les inexorables chemins. Selon nous, ce fut un malheur immense — le plus grand des temps modernes — que l'Allemagne n'ait pas réalisé son unité sur des bases libérales et démocratiques. Nous déplorons que n'ait pas abouti le beau mouvement d'idéalisme qui inspira les libéraux allemands de 1848 et nous sommes persuadés que, si les calamités de ces deux dernières années amenaient la nation allemande à évoluer d'elle-même et à faire prévaloir enfin sur l'esprit de caste et la doctrine de violence les forces libérales qui sont en elle, nous nous rapprocherions sensiblement les uns et les autres du but de nos efforts. Un Français éminent me disait l'autre jour: „Si c'était en mon pouvoir, je ferais la paix avec le peuple allemand dès demain; avec les Hohenzollern, jamais.“ Mais je dois avouer que pour moi je n'ai constaté encore aucun indice qui m'autorisât à penser que le peuple allemand n'est pas complètement satisfait de la forme de son gouvernement.

* * *

Vous plaidez en faveur d'une paix conclue dans une atmosphère exempte de passion. Il y a des événements dont un Anglais ne parlera jamais sans passion. C'est notamment le cas pour la violation de la neutralité belge, les massacres et les violences de tous genres perpétrées dans les territoires occupés, le torpillage du „Lusitania“, l'emploi de gaz asphyxiants, l'asservissement de la population civile en Belgique, qui a été contrainte par la force à collaborer à l'œuvre de conquête et de destruction qui s'accomplit dans le pays. Ces faits soulèvent en nous une indignation que nous ne souhaiterions nullement ne pas éprouver. Nous demandons que les coupables soient amenés à la barre. Nous voudrions surtout constater en Allemagne quelques indices qui nous permettent de penser que là aussi on désapprouve. Car c'est une vérité acquise qu'en matière de morale, un gouvernement ne se sent guère touché que par la réprobation de ses propres nationaux. Je relève ces faits afin que personne ne se méprenne sur la nature de nos sentiments. Notre optimisme ne nous porte nullement à envisager la

paix comme prochaine. Le peuple anglais a été profondément remué par la façon dont les autorités militaires ont conduit la guerre. A la suite de gigantesques efforts et de sacrifices considérables, nous avons constitué une puissante armée, qui a pour mission de traduire par des actes l'indignation qu'ont produite dans notre peuple les nombreuses violations que l'Empire allemand a perpétrées à l'égard du droit des peuples comme à l'égard de l'humanité. Nous envisageons que, pour ce qui nous concerne, la guerre n'a pas dépassé les opérations d'ordre préliminaire, car le peuple anglais ne consentira pas à remettre l'épée au fourreau avant d'avoir obtenu des gages certains d'un changement sincère dans l'état d'esprit de la nation allemande.

* * *

Vous en appelez, en votre qualité d'Européen, aux puissances occidentales et vous leur demandez de considérer les intérêts communs à l'Europe entière. Nous nous permettons de vous faire observer que le respect des lois de l'humanité et des règles de la décence fait précisément partie de cet ensemble de biens idéaux, de cette civilisation qu'il s'agit de conserver, et aussi que nous regarderions comme ayant manqué à leur devoir les hommes d'Etat de chez nous qui consentiraient à ce que ne fussent point réparées les flagrantes violations du droit international dont nos ennemis se sont rendus coupables et dont l'inéluctable conséquence serait l'avilissement de la morale. On nous exhorte à respecter les intérêts primordiaux (Urinteressen) du peuple allemand. Mais quels intérêts primordiaux allemands sont comparables à l'intérêt qu'il y a pour l'Allemagne à rentrer dans les voies du droit et du respect de la loi morale? Nous nous réjouissons d'apprendre par vous que, à cet égard, les divergences seront probablement grandes entre les appréciations du peuple et celles répandues par la presse.

Vous protestez contre le projet d'une guerre commerciale contre l'Allemagne. Vous estimez que pareille lutte ne manquerait pas de provoquer dans votre pays un ressentiment violent et qu'elle rendrait difficile pour longtemps la reprise de relations normales entre les deux grands groupes de nations actuellement aux prises. Moi aussi j'éprouve, comme individu, une véritable répugnance à

l'idée d'une guerre économique succédant à la guerre par les armes, car la guerre est la guerre comme la paix est la paix — et à vouloir composer de ces deux éléments contraires le régime de demain, on risque fort d'aboutir à un état de choses bien peu satisfaisant.

Cependant, lorsqu'un gouvernement militariste puissant se sert des institutions commerciales et industrielles du pays comme d'un levier, lorsqu'il s'engage délibérément dans une campagne contre le commerce et l'industrie des autres pays, lorsqu'il contrôle, subventionne et développe le trafic intérieur et extérieur à la seule fin de le faire servir à ses desseins politiques, faut-il s'étonner que les victimes se refusent à se laisser faire et profitent des circonstances pour se mettre à l'abri de pratiques qui leur sont si préjudiciables? Après ce qui s'est passé, il faut certainement s'attendre à ce que les relations commerciales ne redeviendront possibles qu'au bout d'un certain nombre d'années et qu'après que se soient accomplies des modifications diverses et profondes.

Enfin, vous paraissez désirer — comme nous le désirons nous-mêmes — que l'abominable tuerie prenne fin et vous invitez les puissances occidentales à proposer au chancelier allemand de faire procéder en Allemagne à une consultation populaire sur la question de la constitution allemande. C'est là une proposition qui ne sera certainement acceptée, pour peu qu'elle risque d'aboutir à des changements appréciables, ni par M. Bethmann-Hollweg, ni par son souverain tant que dureront les hostilités, à moins qu'ils ne soient l'un et l'autre sensiblement plus sages et plus clairvoyants qu'ils ne l'ont été jusqu'ici.

Non, mon honorable confrère, la paix ne peut venir que des puissances qui ont concerté et déclenché la guerre. Lorsque l'Allemagne aura déclaré qu'elle abandonne les territoires occupés par elle pour être rendus sans restriction ni réserve à qui de droit, alors nous commencerons à croire que le Gouvernement allemand s'approche du point où il faut qu'il arrive pour que nous puissions songer à nous laisser aller à des pourparlers de paix. Tant que tel ne sera pas le cas, nous continuerons à placer notre espérance dans les forces toujours grandissantes que l'Angleterre et la Russie sont résolues à jeter dans la bataille.

H. A. L. FISHER

